

REMOUS A F.E.N.

Le 23 juillet 1952, Benoit Frachon prononçait devant le Congrès de la F.E.N.-C.G.T. un discours où, conformément à la politique «d'unité d'action» lancée par le bureau politique du parti communiste, il condamnait la pratique des motions d'orientation. *«Vouloir imposer, a-t-il dit, l'ensemble de notre programme et de nos mots d'ordre à ceux qui n'en approuvent pas certains, pour la seule raison que nous les estimons justes, serait une attitude déraisonnable qui ne nous mènerait à aucun succès».*

Le succès, voilà le critère de la raison.

Quand la lutte à visage découvert ne paie plus, on se couvre du masque de l'unité d'action. La méthode n'est pas nouvelle; c'est celle-là même que préconisait Lénine dans *«La Maladie infantile du communisme»*. *«Il faut, écrivait-il, consentir à tous les sacrifices, user même - en cas de nécessité - de stratagèmes, user de ruses, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, cacher la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener, malgré tout, l'action communiste».*

Pour inspirer confiance afin d'élargir l'audience et l'influence du parti dans les masses devenues réticentes (1), les militants cégétistes multiplièrent les concessions et les manœuvres: refus, dès 1953, de présenter des motions d'orientation (plus exactement, ils publièrent des motions pour dire qu'ils ne présenteraient pas de motion; en quelque sorte, des non-motions); dissolution de la F.E.N.-C.G.T., à la suite de la décision du bureau politique du P. C., qui ordonnait aux instituteurs communistes de militer uniquement au sein du S.N.I.; tentatives, lors des élections syndicales, de constituer partout et à tous les échelons des listes uniques; vote *pour* le rapport moral dans certaines sections, *contre*, dans d'autres. A noter également un changement complet dans l'attitude des mêmes militants qui, (naguère intransigeants, se firent, du jour au lendemain, tout sucre et tout miel. Plus question de rats visqueux et de vipères lubriques. L'unité à tout prix et avec n'importe qui: ici, avec les syndicalistes révolutionnaires; là, avec les réformistes.

Cette tactique, poursuivie avec persévérance pendant quatre ans, commençait à porter ses fruits. De nombreux camarades ont cru à un revirement sincère de la part du P.C.. L'équivoque ainsi créée se manifesta avec éclat au congrès du S.N.I., à Grenoble, où Fournial et ses amis faillirent, sous prétexte que nous n'étions pas suffisamment informés, empêcher le vote d'une motion de solidarité avec les ouvriers de Poznan (elle n'a été adoptée que par 838 mandats contre 146 et 613 abstentions).

Mais les événements de Hongrie, en révélant le double jeu mené par les ex-cégétistes, ont permis (c'est là leur moindre mérite) de mettre fin à la confusion qui régnait à la F. E. N. depuis quatre ans. En effet, le récent congrès de la F.E.N., qui s'est tenu à Paris les 20, 21 et 22 novembre, a été dominé par les dramatiques événements internationaux qui ont bouleversé le Moyen-Orient et l'Europe orientale.

On pouvait, certes, prévoir que le congrès de la F. E. N. condamnerait sévèrement l'agression de l'U. R. S. S. contre le courageux et malheureux peuple hongrois.

Mais la plupart des congressistes, habitués à des débats académiques, furent surpris par la violence des incidents qui opposèrent les délégués communistes à l'ensemble du congrès. Quand Fournial déclara à la tribune: *«...Le congrès comprend et approuve l'aide que l'armée soviétique, à la demande du gouvernement ouvrier et paysan, a apportée au peuple hongrois pour empêcher le retour au pouvoir*

(1) Le tournant a été pris à la suite de l'échec de la manifestation du 28 mai contre Ridgway et de la grève du 4 juin 1952.

des fascistes», ce fut un tel tollé que, pendant plusieurs minutes, il ne put dire un mot. Son camarade Guilbert, qui déclara que l'intervention des troupes soviétiques était «justifiée», provoqua des huées si véhémentes qu'il dut quitter la tribune sans pouvoir achever son intervention. Le lendemain, le même Guilbert, qui défendait une motion condamnant l'agression franco-anglaise contre l'Egypte, mais ne faisant pas même allusion à la Hongrie, souleva les mêmes protestations de la quasi-unanimité des délégués, excédés par tant d'hypocrisie. La partialité de cette motion était si évidente qu'elle fut même désapprouvée par un grand nombre de délégués cégétistes.

Cette prise de position ne manquera pas d'avoir des répercussions importantes à l'intérieur de la F.E.N. Bien que Fournial ait terminé son intervention par un appel à l'Unité, il n'est guère possible que ex-ami de la C.G.T. puisse continuer de «coller» à la majorité. Deux solutions s'offrent à eux: ou se retirer de F.E.N. (hypothèse peu vraisemblable), ou rentrer dans l'opposition. Leur vote contre le rapport d'activité semble indiquer qu'ils ont choisi cette voie. L'avenir ne tardera pas à le confirmer.

Mais si ce congrès a permis de démasquer ceux qui se déterminent uniquement en fonction d'options politiques, il eut aussi le mérite de contraindre les majoritaires à reviser leur position à propos des événements internationaux.

Au début de novembre, le bureau de la F.E.N. avait publié un «*Appel au sang-froid et à la raison*» qui n'était rien de moins qu'un plaidoyer en faveur de l'agression franco-anglaise en Egypte. Bien différente fut la motion présentée par Forestier, secrétaire du S.N.I., au nom de la majorité. En effet, cette motion, tout en stigmatisant l'écrasement de la révolution hongroise, «*s'élève contre l'intervention des gouvernements français et anglais*» et «*les désastreuses conséquences psychologiques, morales et économiques de cette initiative*».

Une évolution aussi rapide peut paraître surprenante. D'autant plus que dans sa présentation du rapport d'activité, Lavergne, s'appuyant sur l'appel au sang-froid et à la raison, avait tenté de justifier, ou tout au moins d'excuser, l'expédition d'Egypte. Plusieurs raisons permettent cependant de l'expliquer. D'abord, l'accueil très favorable du congrès aux interventions d'un certain nombre de délégués qui reprochèrent très vivement au bureau fédéral de n'avoir pas montré la même fermeté envers le gouvernement français pour son action à Suez qu'envers le gouvernement russe pour son action en Hongrie. Ensuite, le désir de rallier les militants et sympathisants communistes à qui l'assassinat du peuple hongrois a enfin ouvert les yeux. Le développement de l'opposition à la politique de Guy Mollet au sein de la S.F.I.O. n'est sans doute pas non plus étranger à cette prise de position.

Nous avons, toutefois, été surpris de voir les «*Amis de l'Ecole Emancipée*» se rallier à cette motion (2) qui - tout en constituant un pas en avant par rapport aux positions précédentes - contenait un certain nombre de points (regrets sur l'impuissance de l'O.N.U., référence à l'«*Appel*» précité, constitution d'une force armée internationale) inacceptables pour un syndicaliste révolutionnaire.

Peu de chose à signaler à propos des autres problèmes. La lutte pour l'abrogation des lois antilaïques, fondée uniquement sur un renversement de majorité au Parlement, a abouti - comme prévu - à l'échec le plus total. Malgré cela, les réformistes de la F.E.N. continuent de faire confiance à des députés qui ont TOUS trahi (n'en n'a-t-il pas toujours été ainsi?) les promesses faites avant les élections.

Sur le plan revendicatif, la F.E.N. reste ce qu'elle a toujours été: un syndicat étroitement corporatiste. Outre les traditionnelles et platoniques revendications en faveur d'un relèvement du S.M.I.G. et de l'abrogation des zones de salaires, la F.E.N. s'est, une fois de plus, prononcée pour des revendications catégorielles et hiérarchisées dont le résultat le plus clair sera d'opposer les enseignants aux autres catégories de fonctionnaires et de sacrifier les intérêts des petites catégories. A noter que cet élargissement de l'éventail des traitements ne fera qu'aggraver la crise de recrutement due pour une bonne part à

(2) Elle a été adoptée par 6.089 mandats contre 653 et 1.284 abstentions.

l'insuffisance du traitement de base (un instituteur stagiaire gagne actuellement - janvier 1957 - dans la zone 8 %, environ 32.500 fr. par mois).

Rien de nouveau non plus en ce qui concerne la question algérienne. Si le congrès vota à l'unanimité un appel pour le cessez-le-feu immédiat et une solution négociée (appel dû à l'initiative des *Amis de l'Ecole émancipée*), sur le fond du problème des divergences profondes séparent les majoritaires des syndicalistes révolutionnaires. Ceux-ci se prononcent pour l'ouverture "*d'une négociation réelle, sans préalable ni exclusive*", c'est-à-dire, sans déterminer d'avance le cadre du futur statut de l'Algérie. Le peuple algérien - européens compris -- doit pouvoir se prononcer «librement» sur les futures institutions de l'Algérie et sur les rapports entre celle-ci et la République française. Bien que la motion majoritaire se prononce seulement en faveur d'une solution pacifique et originale, en commission, Baillet a dû reconnaître que les majoritaires n'acceptaient de solution que dans l'interdépendance; ce qui revient à poser un préalable et par conséquent à limiter la liberté du peuple algérien à se déterminer lui-même.

En attendant, chaque jour, des hommes meurent en Algérie. Chaque jour des milliards sont engloutis dans une guerre perdue d'avance. Chaque jour s'aggravent les conditions de vie de la classe ouvrière.

Devant de tels fait, la F.E.N., héritière des traditions pacifistes du syndicalisme universitaire, se devrait de tout mettre en œuvre pour obtenir le rétablissement de la paix en Algérie, condition première de tout progrès social. Mais il ne faut pas se faire, à ce sujet, trop d'illusions.

J.A.
